

**MIDDLE EAST PEACE INITIATIVE TEL AVIV**  
**22 octobre 2006**  
**ISRAEL/PALESTINE : LES LECONS**  
**DE L'AFRIQUE DU SUD**

**Dr. Marc Aicardi de Saint-Paul\***  
**Académie des Sciences d'Outre-Mer Paris**

Dresser un parallèle entre deux crises internationales graves et récurrentes est un pari hasardeux. Les situations ne sont jamais les mêmes, les périodes durant lesquelles elles se déroulent non plus. Il n'en demeure pas moins que si l'histoire ne se répète pas toujours, personne ne nous empêche d'en tirer des enseignements. C'est la raison pour laquelle je prends le risque de voir mes propos critiqués tour à tour par les tenants des deux parties au conflit : les Arabes et les Juifs. Mais nous sommes tous ici, d'après ce que j'ai cru comprendre, pour tenter de lancer des ponts entre les communautés et pour tracer des pistes susceptibles de mener à la paix.

Ayant suivi la question sud-africaine depuis les années 70, jusqu'à son dénouement couronné par les élections multiraciales d'avril 1994, j'ai perçu un certain nombre de similitudes avec la situation qui prévaut depuis 1948 en Israël/Palestine, bien que les situations ne soient pas parfaitement transposables pour des raisons évidentes.

Si vous le voulez bien, je traiterai dans une première partie de ces points de convergence et de divergences ; puis dans une seconde partie je montrerai comment la sortie de crise s'est effectuée en Afrique du Sud et quels enseignements nous pouvons en tirer pour enfin, pour tenter de réconcilier les parties en Israël/Palestine.

**\*Marc Aicardi de Saint-Paul est titulaire d'un Doctorat d'Etat en Droit et d'un Doctorat ès Lettres. Ancien boursier Fulbright, il a été Post Doctoral Fellow à l'Université de Yale. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages de relations internationales, dont : « La politique africaine des Etats-Unis : mécanismes et conduite » et « Le Japon et l'Afrique : genèse d'une relation atypique ». Il a également écrit : Ségrégation et apartheid : le contexte historique et idéologique » et « Les Etats noirs d'Afrique du Sud ».**

## **I AFRIQUE DU SUD/ ISRAEL/PALESTINE POINTS COMMUNS ET DIVERGENCES**

Quelles sont les caractéristiques communes aux deux situations : nous sommes en face de deux puissances régionales dominantes dans leur région géographique, tant au plan économique que scientifique et militaire ; puissances dont le socle principal est la race pour les uns et la religion pour les autres ; confrontées à un environnement globalement hostile et fragilisées par leur croissance démographique plus faible que celle de leurs voisins. De surcroît, ces deux Etats dominants sont aidés à des degrés divers et plus ou moins officiellement par l'Occident et les Etats-Unis d'Amérique en particulier. Face à ces deux poids lourds régionaux, des entités écrasées par l'Etat dominant, souvent divisées et adeptes de la politique du pire, en l'occurrence, le combat désespéré que certains appellent terrorisme.

Spirituellement et philosophiquement, tant l'Afrique du Sud qu'Israël ont une vision messianique du monde. Ils se considèrent comme le peuple élu de Dieu qui leur a octroyé une mission et leur a ordonné de ne pas se mélanger aux autres peuples. Cette croyance a donné naissance à l'apartheid en Afrique du Sud et à l'obsession de débarrasser Israël de ses citoyens arabes, soit en les expulsant, lors de la première guerre israélo-arabe, soit en construisant un mur entre les deux communautés.

Au plan démographique, l'Afrique du Sud blanche et Israël sont ou ont été confrontés à un péril : les 4.5 millions de Blancs sud-africains étaient en ultra minorité, à la fois dans leur propre pays et aussi dans une Afrique subsaharienne complètement noire et souvent hostile. Si le nombre de Juifs dans l'Etat d'Israël actuel est plus favorable, il n'en demeure pas moins que le taux d'accroissement de sa population est de 2.6 enfants par femme, contre 4 pour les Arabes ; et à cela s'ajoute le fait que les Juifs sont ultra minoritaires dans une région dominée numériquement par les Arabes. Pour pallier cet inconvénient, l'Afrique du Sud a tenté l'option de la partition du pays entre un Eurostan dominé par les Blancs (87% du territoire) et 9 bantoustans noirs nominalement indépendants. Mais on sait quel échec a constitué cette politique et l'on peut se demander si le même type d'expérience tenté par les Juifs en Palestine n'est pas lui aussi condamné, comme le furent les partitions et les sécessions du type Pakistan, corridor de Dantzig, Biafra, ou Katanga.

Ces deux puissances régionales ne maintiennent leur suprématie que par une machine économique, scientifique et militaire qui leur donne un avantage démesuré sur leurs adversaires : ces deux pays ont été (pour la RSA) et sont (pour Israël), des puissances atomiques, disposant d'armées de type occidental, face à des adversaires uniquement dotés d'armes de poing et à des pays limitrophes aux forces hétéroclites, même lorsqu'elles disposent comme c'est le cas pour certains pays arabes, de matériel onéreux et sophistiqué.

Mais cette supériorité qualitative, faute d'être quantitative, n'aurait jamais pu voir le jour sans des appuis extérieurs déterminants. L'Afrique du Sud, théoriquement sous embargo, tant pétrolier que technologique, commercial et financier a trouvé, grâce à sa position stratégique, la fameuse route du Cap, des Etats occidentaux majoritairement, pour lui transférer le savoir faire qui lui était indispensable ; qu'il s'agisse de la France, pour les centrales nucléaires, et le matériel militaire, de la Grande-Bretagne, de l'Italie ou de

l'Allemagne ; sans parler bien sûr des Etats-Unis qui ne voyaient pas d'un mauvais œil ce rempart contre le communisme en pleine période de guerre froide. Quant à Israël, il serait superflu de détailler l'aide matérielle , morale et diplomatique, surtout à l'ONU, apportée par les USA, de façon continue, sauf en 1956, lorsque l'Amérique donna un ultimatum à la France, la Grande-Bretagne et Israël pour qu'ils se retirent du canal de Suez.

Les points communs que nous venons d'évoquer ne doivent cependant pas nous inciter à penser que les situations sud-africaine et israélo-palestinienne sont totalement comparables. La différence essentielle entre les deux crises tient à la fois à la différence de perception internationale des Blancs sud-africains et des Juifs d'Israël, et d'autre part à l'époque, et je m'explique :

Alors que le régime de l'apartheid était unanimement condamné par la communauté internationale, y compris par ses protecteurs occidentaux, le régime israélien n'est pas considéré de la même façon alors que certaines de ses lois ne sont pas si éloignées de celles de l'Afrique du Sud blanche. On peut envisager deux explications à cette distorsion : d'une part les Juifs ont été les victimes, il y a soixante ans des événements que l'on connaît, ce qui semble les mettre à l'abri de toute critique en matière de traitement des minorités ; d'autre part, alors que les Etats-Unis apportent un soutien inconditionnel à Israël, l'Afrique du Sud blanche n'a jamais bénéficié d'un appui comparable ; enfin, la diaspora israélite en particulier aux USA a permis à l'Etat hébreu d'établir des relais dans de très nombreux pays. Il circulait une boutade dans les milieux gouvernementaux blancs sud-africains qui disait à peu près la chose suivante : « si nous avions à Washington un lobby aussi puissant que celui d'Israël, nous serions au pouvoir encore pour très longtemps ».

A l'évidence, les points communs entre les deux crises sont plus importants que les points de divergence. Il nous appartient maintenant d'analyser dans quelle mesure les facteurs qui ont favorisé la sortie de crise en Afrique du Sud sont pertinents pour trouver une voie pacifique du règlement de la question israélo-palestinienne.

## **II CONDITIONS POUR LA SORTIE DE CRISE**

Quelle que soit la crise, un certain nombre de conditions doivent impérativement être réunies:

La première tient à l'époque. La chute du mur de Berlin survenue au moment même où l'Afrique du Sud mettait un terme à son mandat sur le Sud-Ouest Africain/Namibie annonçait une ère nouvelle. La fin de la bipolarité et l'espoir d'un monde multipolaire avaient levé l'hypothèque d'un conflit Est/ouest et rendait futile tout argument relatif à la route du Cap et à l'approvisionnement en matières premières stratégiques. C'est dans ce climat d'apaisement qui rendait inutile le maintien du régime blanc, que celui-ci n'eut pas d'autre choix que de composer avec la majorité noire. Israël, quant à lui n'a pas subi le contrecoup psychologique de cette période et a pensé qu'il pouvait maintenir sa suprématie malgré les bouleversements que nous venons d'évoquer. De plus, la guerre d'Irak menée par la «coalition» et les attentats du 11 septembre n'ont fait que renforcer l'importance de l'allié israélien pour les USA, qui y voient un rempart contre l'islam militant et non pas justement comme une justification de tous les radicalismes. En conséquence, Israël n'est pas mûr pour une quelconque recherche de paix, si ce n'est à ses propres conditions, ce qui est inacceptable,

à la fois par les Palestiniens et le reste de la communauté internationale, hormis les Etats-Unis.

La seconde condition est liée à la situation intérieure :

En Afrique du Sud, bien que le conflit n'ait pas eu la même intensité qu'au Proche-Orient, les Blancs et les non-Blancs souhaitaient vivre en paix pour la majeure partie d'entre eux. Cette aspiration s'est traduite par la marginalisation des extrémismes, PAC et AZAPO d'un côté ; Conservative Party et Freedom Front de l'autre. Au contraire en Israël/Palestine, ce sont les jusqu'aboutistes qui progressent. De plus, en Afrique du Sud, le rôle des Eglises a été primordial pour canaliser et neutraliser les peurs ; elle a servi de référent et de caution aux parties qui se sont opposées pendant des décennies. En Israël/Palestine, l'opposition entre Judaïsme et Islam, exacerbée par les ultra orthodoxes des deux bords ne fait qu'attiser les braises.

Enfin, même si les conditions sont réunies pour qu'un dialogue constructif s'engage, il est impératif que cet espoir de paix soit porté par des hommes providentiels : en Afrique du Sud, ce fut Frederik De Klerk et Nelson Mandela, en Israël, cela aurait pu être Rabin et Arafat ; mais l'on a coutume de dire que : « l'histoire ne repasse pas deux fois le même plat ». En parole pauvre, cela signifie qu'il faudra vraisemblablement attendre encore longtemps avant que deux leaders de la trempe de ceux que nous venons de citer puissent profiter d'une « fenêtre d'opportunité » qui se présenterait à eux ; car en l'état actuel des choses, la situation semble désespérément bloquée.

La troisième et dernière condition est liée à l'environnement international : L'Afrique du Sud avait eu la chance de faire ses premières armes en matière de sortie de crise à l'occasion des négociations sur la Namibie. Pendant les dernières années qui précèdent l'indépendance, les ennemis irréductibles ont appris à se parler et à se faire confiance ; quant aux Nations Unies, elles ont accompagné le processus de paix et sont passées d'une opposition totale au régime de l'apartheid, à une attitude plus positive de collaboration pour mener les négociations jusqu'à leur terme. En Israël/Palestine, depuis 1948 le fossé n'a cessé de se creuser entre les belligérants et le peu de confiance mutuelle qui a existé a aujourd'hui complètement disparu.

Dans la résolution de l'impasse sud-africaine, le processus fut le même que celui de la Namibie : l'ONU passa d'une attitude d'exclusion de la communauté internationale à celle de « honest broker » de la transition. Quant aux Etats-Unis, enfin débarrassés du danger soviétique, ils n'eurent aucun mal à intégrer l'idée qu'ils devaient abandonner tout soutien au régime blanc, d'autant plus que cela servait en même temps un but de politique intérieur : à savoir, donner satisfaction à la minorité afro/américaine. Aujourd'hui, le plus beau cadeau que les Etats-Unis pourraient faire à la paix mondiale et aux belligérants serait de cesser son appui inconditionnel à Israël afin de les amener à la table des négociations sans sentiment d'invincibilité donné par la protection américaine. Plus les Israéliens et les Américains retardent ce moment de vérité, plus lourde sera la note à payer par leur protégé, à savoir l'Etat d'Israël.

Mais il serait fallacieux de penser que seuls les Américains doivent cesser d'aider massivement une des deux parties. D'autres pays eux aussi soufflent sur les braises du conflit en apportant leur soutien moral, diplomatique et logistique à la partie adverse : les Palestiniens. Seul un cordon sanitaire efficace établi par la communauté internationale

pourrait y mettre un terme ; or les maigres contingents onusiens déployés à la frontière israélo-libanaise ne sont en aucune manière dissuasifs pour les intervenants étrangers.

On peut le constater les conditions pour une sortie de crises ont été réunies en Afrique du Sud ; elles sont loin de l'être en Israël/Palestine en l'état actuel des événements.

Seul un changement drastique dans les mentalités des Israéliens et des Palestiniens pourrait donner une lueur d'espoir. Les Juifs doivent abandonner leur rêve d'hégémonie et les Palestiniens celui de les bouter à la mer. L'avenir ne réside pas dans deux entités complètement séparées, mais au contraire dans l'édification d'un Etat commun, sur une base fédérale ou confédérale et neutre au plan international. Je sais très bien que cette suggestion relève aujourd'hui de l'utopie, mais qui aurait parié en 1989 sur une résolution pacifique de la question sud-africaine ?